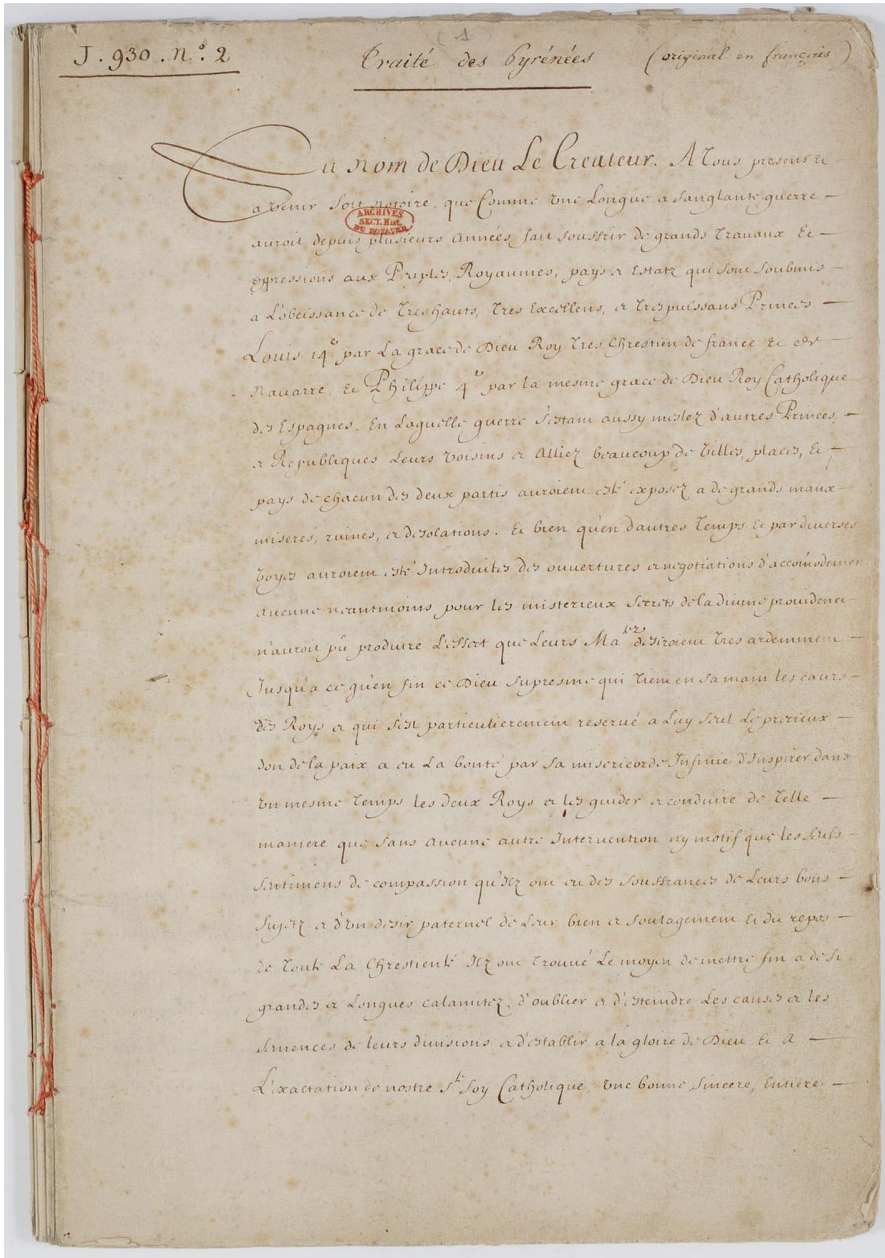


7 novembre 1659 : signature du traité de paix des Pyrénées franco-espagnol.

Le traité des Pyrénées formalise une paix conclue entre la couronne d'Espagne et la France à l'issue de la guerre franco-espagnole, commencée en 1635 dans le cadre de la guerre de Trente Ans (1618-1648), et ayant continué durant la Fronde. Il est signé le 7 novembre 1659 sur l'île des Faisans, au milieu du fleuve côtier Bidassoa qui marque la frontière entre les deux royaumes dans les Pyrénées-Atlantiques. Les rois Louis XIV de France et Philippe IV d'Espagne y sont représentés par leurs Premiers ministres respectifs, le cardinal Mazarin et don Luis de Haro.



Traité des Pyrénées conclu entre la France et l'Espagne. Ce traité met fin à la guerre entre l'Espagne et la France qui durait depuis 24 ans – AE/III/45/a

En 1648, les traités de Westphalie concluent la guerre de Trente Ans et la guerre de Quatre-Vingts Ans, la France se retrouve en position de force en Europe. La dynastie des Habsbourg, qui régnait sur l'Espagne, les Pays-Bas espagnols, et une partie de l'Europe centrale, en ressort affaiblie. En 1658, à la bataille des Dunes entre Dunkerque et Nieuport en Flandre, l'Espagne est vaincue par la France, alliée à l'Angleterre de Cromwell et emmenée par Turenne. À la suite de cette victoire, la Flandre, alors sous contrôle espagnol, passe aux mains des

Français. Mazarin pense alors qu'il est temps de négocier et interdit à Turenne de continuer son avancée en Flandre afin de ne pas inquiéter Anglais et Hollandais. Cette défaite espagnole ainsi que la volonté de modération de la France voulue par Mazarin facilitent l'ouverture de négociations.

Les négociations de paix commencent en juillet 1656 à Madrid, menées par Hugues de Lionne pour le royaume de France et don Luis de Haro pour celui d'Espagne. Elles traînent en longueur car, à l'époque, les traités de paix entre deux royaumes s'accompagnent souvent de contrats de mariage entre les deux familles régnantes, en l'occurrence celui de l'infante Marie-Thérèse, fille aînée du roi Philippe IV d'Espagne, avec son cousin doublement germain (leur père respectif ayant épousé la sœur de l'autre), le roi de France Louis XIV, tous deux âgés de 21 ans.

Afin d'obliger Philippe IV à proposer son infante à la cour royale de France, Mazarin feint de vouloir marier le roi à sa cousine Marguerite de Savoie.

Au mois de novembre 1658, Louis XIV est accueilli en grande pompe à Lyon, pour rencontrer la cour de Savoie et montrer qu'il prépare son mariage. Le plan réussit, car le 29 novembre l'envoyé du roi d'Espagne vient offrir la main de l'infante.

Le 7 novembre 1659, Mazarin et de Haro signent les articles patents du traité, ses articles secrets ainsi que le contrat de mariage. Le 10 décembre, le roi d'Espagne ratifie l'ensemble.

Le traité des Pyrénées proprement dit se compose de 124 articles publics et de 8 articles secrets. Il est accompagné des 8 articles du contrat de mariage du roi et de l'infante.

Le texte se présente comme un règlement général entre les familles régnantes des Bourbons et celle des Habsbourg : annexion ou échange de divers territoires en Europe, pardon royal au Prince de Condé, clause de mariage entre Louis XIV et l'infante d'Espagne Marie-Thérèse d'Autriche, etc.

Les articles 1 à 34 fixent les règlements administratifs, commerciaux, de guerre, etc.

Les articles 35 à 41 abordent le cas des Pays-Bas espagnols : la France obtient le comté d'Artois, sauf Aire et Saint-Omer. Elle obtient également les places flamandes de Bourbourg, Gravelines et Saint-Venant, en Hainaut celles d'Avesnes, de Landrecies et du Quesnoy et au Luxembourg, celles de Damvillers, Montmédy et Thionville, ainsi que les prévôtés d'Ivoy, de Chavancy et de Marville.

En contrepartie, l'Espagne obtient la fin du soutien français au royaume du Portugal, indépendant depuis la révolte de 1640, et la renonciation des prétentions françaises au comté de Barcelone. En effet, depuis la guerre des Faucheurs de 1641, le roi de France prétendait annexer la principauté de Catalogne.

Les articles 42 à 60 traitent des territoires des Pyrénées : ils ont fait l'objet de la Conférence de Céret du 22 mars au 14 avril 1660, au Couvent des Capucins de Céret. Au nord des Pyrénées, la France annexe le comté de Roussillon, les pays de Vallespir, de Conflent et de Capcir et

les bourgs et villages de l'est du comté de Cerdagne.

Le célèbre article 42 prévoit que « *les monts Pyrénées qui avaient anciennement divisé les Gaules des Espagnes seront aussi dorénavant la division des deux mêmes royaumes* ». Il est souvent dit que ce texte délimite avec précision l'espace territorial des deux puissances. Mais la formulation réelle du traité est très vague et ambivalente. Le texte indique : « *la crête des montagnes qui forment les versants des eaux* ». Le tracé de la frontière n'est par la suite pas matérialisé sur le terrain, et le texte ne supprime aucunement les droits de « *lies et passeries* » qui permettent aux communautés paysannes de jouir de coutumes de pacage (pâturage pour le bétail) sur les terres du pays voisin, de l'autre côté de la frontière.

Une convention entre les Commissaires de France et d'Espagne, en exécution du quarante-deuxième article du traité des Pyrénées, touchant les 33 villages du comté de Cerdagne qui doivent demeurer au roi de France, est conclue à Llivia le 12 novembre 1660. Deux siècles plus tard, sous le Second Empire, le traité est clarifié (traités de Bayonne) et la frontière terrestre est marquée par 602 bornes sur le terrain.

L'article 61 concerne la renonciation par le Roi d'Espagne, à qui l'Empereur avait promis l'Alsace, à toute revendication des territoires alsaciens annexés par la France en vertu du traité de Münster, en échange du paiement par le Roi de France des indemnités qu'en vertu dudit Traité, il doit à l'Archiduc d'Autriche, ancien souverain de ces territoires.

Les articles 62 à 78 traitent des duchés de Lorraine et de Bar : Le duc de Lorraine et de Bar, Charles IV, récupère une bonne partie de ses possessions, sauf le duché de Bar. Il retrouve ce territoire au moyen d'une nouvelle négociation avec la France qui se conclut par le traité de Vincennes en février 1661, peu avant la mort de Mazarin.

Les articles 79 à 88 concernent le Prince de Condé.

Les articles 89 à 105 abordent le cas de l'Italie et d'autres intérêts.

Les articles 105 à 124 fixent les dispositions finales. Néanmoins, certains articles restent secrets : une des clauses du traité est le mariage du roi de France Louis XIV avec l'infante d'Espagne Marie-Thérèse d'Autriche, fille aînée du roi d'Espagne et nièce de la reine-mère Anne d'Autriche. L'infante renonce à tout droit à la couronne d'Espagne contre le paiement d'une dot de 500 000 écus d'or, somme que l'Espagne n'était pas en mesure de payer (origine de la guerre de Dévolution à la reine entre mai 1667 et 1668) et qui permit à Louis XIV, plus tard, de soutenir les droits à la succession à la couronne espagnole de son petit-fils le duc d'Anjou.

Le traité des Pyrénées est le dernier acte diplomatique d'importance de Mazarin. Suivant les traités de Westphalie, il donne à Louis XIV une stabilité ainsi qu'un avantage diplomatique considérable :

- l'affaiblissement du prince de Condé ;
- l'affaiblissement de la couronne d'Espagne et la prépondérance de la France en Europe ;
- la dot de 500 000 écus est un facteur très important. Soit la dot sera versée et les

finances de la France se porteront mieux, soit elle ne le sera pas — ce qui sera le cas — et ce sera un élément important en faveur de Louis XIV sur le plan diplomatique ;

- la future reine de France renonce par là-même, pour elle et sa descendance, à ses droits sur la couronne d'Espagne (origine de la guerre de Dévolution entre mai 1667 et 1668) et qui permettra à Louis XIV, plus tard, de soutenir les droits à la succession à la couronne espagnole ;
- la cession de certains territoires à la France (l'Artois, le Roussillon, 33 villages de Cerdagne, et plusieurs places fortes en Flandre et au Luxembourg comme Thionville, Gravelines, Montmédy et Philippeville. Le duché de Lorraine sera partagé et verra l'arrivée de casernes françaises ;
- la frontière entre les deux royaumes délimitée par plusieurs centaines de bornes. Elle ne sera pas strictement conservée. Sous le Second Empire, elle sera définie par les délégués français de la Commission mixte pour la délimitation de la frontière, ou lors du traité de Bayonne conclu le 2 décembre 1856.

La France est désormais la grande puissance de l'Europe, et les Bourbons prennent définitivement le dessus sur les Habsbourg.

En 1660, avec la fin de la Première guerre du Nord, l'Europe est quasiment en état de paix, excepté entre l'Espagne et le Portugal, entraînés dans un conflit qui s'achèvera par la bataille de Montes Claros, le 17 juin 1665. Les hostilités entre les royaumes de France et d'Espagne ne reprendront qu'avec la guerre de Dévolution, déclenchée en 1667.

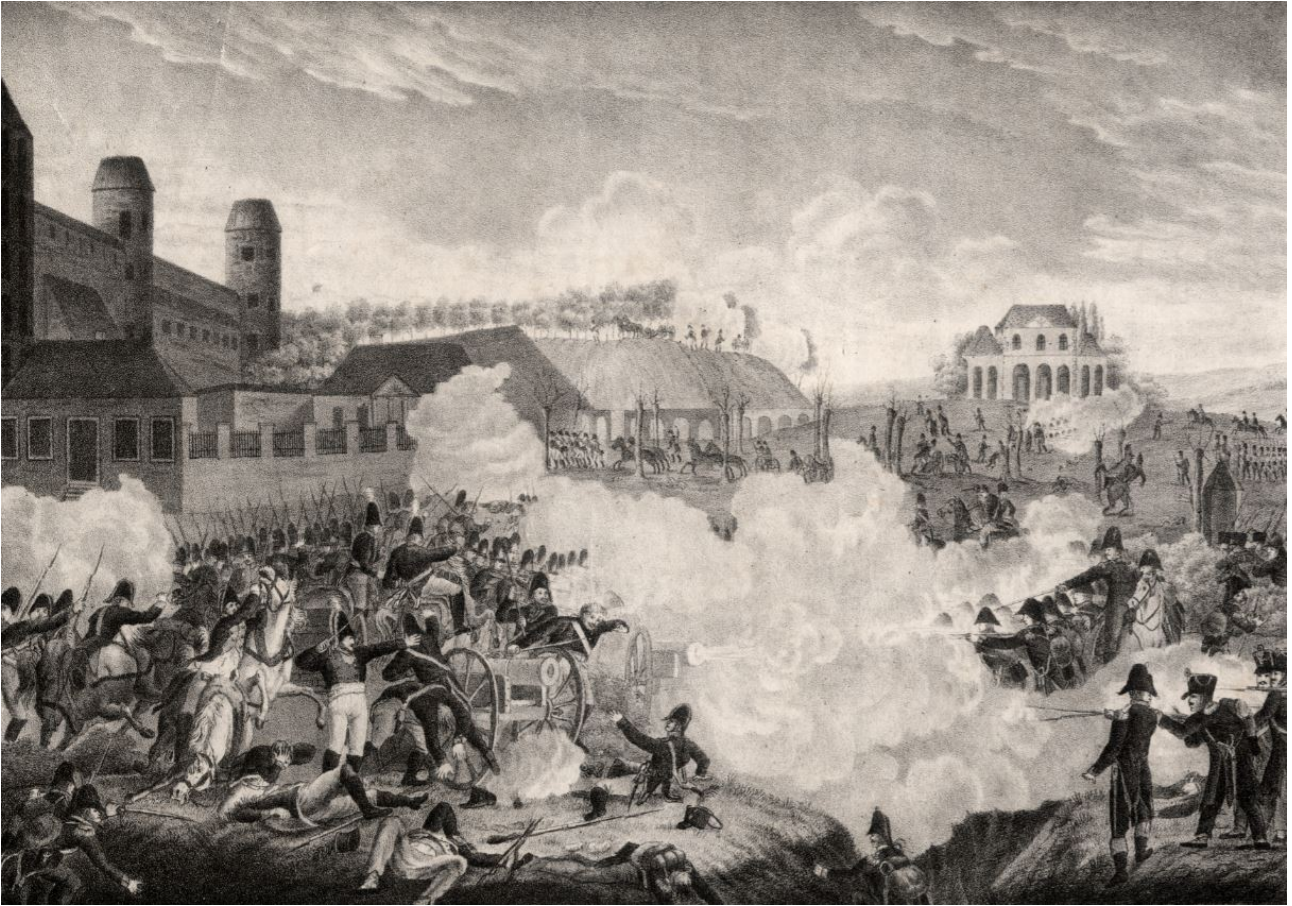
7 novembre 1806 : bataille de Lübeck.

La bataille de Lübeck oppose les Français, commandés par les maréchaux Bernadotte et Sault, aux Prussiens, commandés par le général Blücher pendant la campagne de Prusse de 1806. La confrontation a lieu les 6 et 7 novembre 1806.

À la tête des débris de l'armée prussienne défaite à Iéna et Auerstaedt, le général Blücher, poursuivi par les maréchaux français Bernadotte, Murat et Sault, se réfugie le 5 novembre dans la ville neutre de Lübeck hanséatique, dans laquelle se trouvaient depuis le 3 novembre quelques unités suédoises. Embarquées sur des bateaux, ces troupes cherchaient désespérément à quitter la ville.

Lübeck est prise après de violents combats de rues le 7 novembre 1806 par les troupes françaises. Malgré son statut de neutralité, la ville est livrée à un pillage effréné. Blücher parvient à s'extraire de la nasse, mais poursuivi et rattrapé, il est contraint de capituler avec ses dernières forces (entre 8 et 9 000 hommes) à Ratkau, à quelques kilomètres au nord de Lübeck.

Les bateaux suédois sont pris par les Français. La courtoisie et la bienveillance de Bernadotte envers les prisonniers suédois ne seront pas oubliées.



7 novembre 1860 : naissance du futur général Jean Estienne.

Le père d'Estienne est notaire et le maire de son village pendant vingt ans ; il est aussi conseiller général de la Meuse. Sa mère Marie Emma Nocas est sans profession. Très tôt, Estienne manifeste de bonnes dispositions pour les mathématiques, effectuant de brillantes études au collège de Saint-Dizier, puis au lycée de Bar-le-Duc. En 1880, il est admissible aux concours d'entrée de plusieurs écoles civiles ou militaires : École normale supérieure, Saint-Cyr et Polytechnique. Finalement, il est classé 6^e au concours d'entrée à l'École polytechnique qu'il choisit d'intégrer ; il en sort classé 131^e sur une promotion de 205 élèves en 1882, année où il remporte aussi le premier prix d'un concours national de mathématiques. Il s'intéresse aussi à la philosophie, mais se passionne surtout pour la Grèce antique.



En 1882 à sa sortie de Polytechnique, il reste militaire et choisit l'artillerie : il entre comme sous-lieutenant à l'école d'application de l'arme à Fontainebleau. Il en sort deux ans plus tard avec le grade de lieutenant et est affecté au 25^e régiment d'artillerie de Vannes. Outre son activité sous les drapeaux, il étudie la balistique, et publie son premier ouvrage, *Erreurs d'observation*, qu'il présente à l'Académie des sciences. Il se fait l'avocat du tir indirect d'artillerie.

Promu capitaine au 1^{er} régiment d'artillerie en 1891, il commence à développer, à l'atelier de Bourges, des instruments télémétriques qui permettront de mettre ses théories en pratique, comme le goniomètre de pointage. Il publie en 1895 un second ouvrage, *L'Art de conjecturer*.

En 1902, il est muté au 19^e régiment d'artillerie en tant que chef d'escadron de l'atelier de

précision, mais continue surtout ses travaux théoriques à la section d'artillerie de Paris. Il met au point divers instruments de précision, comme le télémètre phonétique, et milite pour l'emploi du téléphone pour transmettre les corrections de tir des batteries. Ce travail actif dans le domaine technique militaire ne l'empêche pas, néanmoins, de publier en 1906 une étude sur le théorème de Pascal. En 1907, il devient directeur de l'École de l'artillerie de Grenoble, et y publie *Les Forces morales à la guerre*.

Estienne a la réputation d'être l'un des officiers progressistes les plus brillants et, en 1909, le général Brun lui confie le commandement du service de l'aviation militaire, en cours de création à Reims. Il met au point les techniques et les tactiques d'emploi de l'aviation d'observation. Il commande ensuite le 3^e groupe d'aviation à Lyon, mais est rapidement appelé pour continuer ses travaux à Vincennes, où il fonde une section d'aviation d'artillerie.

Quand la Première Guerre mondiale éclate, Estienne est désigné comme chef de corps du 22^e régiment d'artillerie basé à Versailles qui fait partie de la 6^e division d'infanterie du général Bloch puis du général Pétain à la fin du mois d'août. À la bataille de Charleroi, l'artillerie, qu'il dirige de main de maître et qui utilise un réglage aidé par l'aviation, impressionne les troupes allemandes. Cependant, cela n'empêche pas l'infanterie de se faire décimer par le tir des mitrailleuses ; ainsi, le 25 août 1914, il déclare aux officiers de son régiment : « *Messieurs, la victoire appartiendra dans cette guerre à celui des deux belligérants qui parviendra le premier à placer un canon de 75 sur une voiture capable de se mouvoir en tout terrain.* »

Pendant l'été 1915, Estienne apprend qu'Eugène Brillié, ingénieur de chez Schneider et C^{ie} et Jules-Louis Breton, alors membre du parlement, ont commencé le développement d'un véhicule destiné à ouvrir un chemin dans les barbelés, basé sur le châssis du tracteur à chenilles Holt observé au terrain d'exercice du *Corps of Royal Engineers* à Aldershot. Convaincu de l'avenir militaire de l'emploi de ces engins, il multiplie les démarches épistolaires auprès du général Joseph Joffre et finit par rencontrer le chef d'état major adjoint de celui-ci, Maurice Janin, le 6 décembre pour lui exposer ses idées sur la création d'unités de char d'assaut. Le 20, Estienne rencontre Louis Renault, pour le convaincre de produire un char léger, mais ce dernier refuse dans un premier temps car il consacre tous ses moyens à la production de munitions. Mi-janvier 1916, après une nouvelle série d'essais avec le tracteur Holt et une rencontre entre Estienne et Joffre le 18, ce dernier décide le 31 janvier de commander 400 chars Schneider CA1.



Février 1916 voit la construction des premiers prototypes d'engins de franchissement de tranchées en utilisant deux tracteurs Holt. Le 17, l'engin est prêt et essayé à Vincennes et, le soir même, la société Schneider commence la construction des quatre cents engins commandés par Joffre.

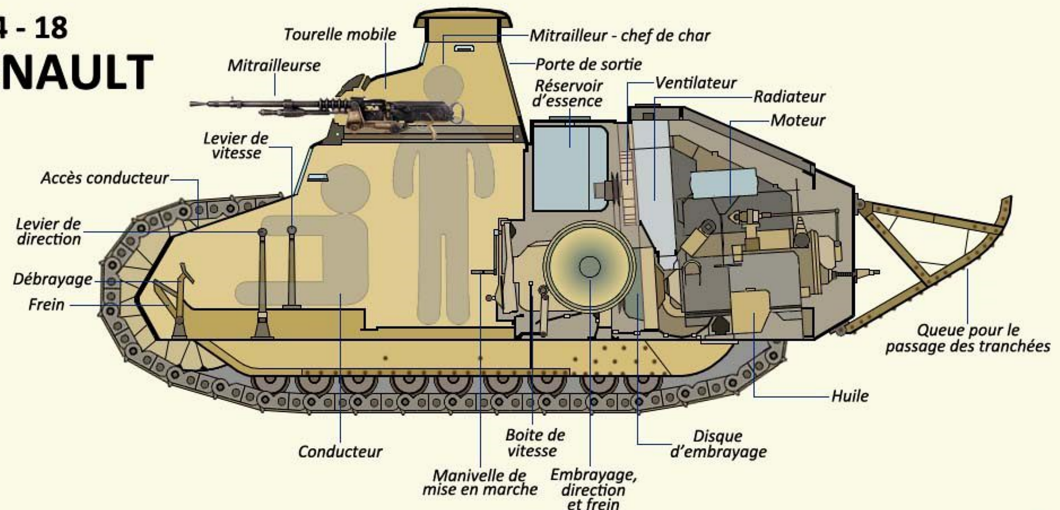
Le 16 juillet, Louis Renault annonce à Estienne qu'il est revenu sur sa décision et que sa compagnie développe un char léger. En août, Estienne fait le voyage à Londres avec Jules-Louis Breton pour essayer de convaincre les Britanniques de n'employer leurs chars que lorsque ceux des Français seront prêts. Mais leur mission échoue et l'armée britannique engage, dès le 15 septembre, leurs chars Mark I.



Crédit : Fondation Berliet.

Malgré le résultat mitigé obtenu par les premiers *tanks* britanniques, leur engagement déclenche une euphorie qui permet d'accélérer le développement des forces blindées françaises. Le 30 septembre, le colonel Estienne est nommé directeur de l'« *artillerie spéciale* ». Il reçoit ses deux étoiles de général de brigade le 17 octobre. Il installe le camp de base de la nouvelle arme dans la clairière de Champlieu, dans la forêt de Compiègne et lui donne ses premiers règlements et traditions, issus de celle de l'artillerie. Le 27 novembre, il adresse au Grand Quartier général une demande de 1 000 chars légers mitrailleurs qui pourraient être construits par Renault. Du fait de l'opposition du général Mouret, inspecteur du service automobile, la commande est délaissée par le ministre de l'armement et le général Estienne doit, de nouveau, intervenir pour la sauver. Il réussit à faire accepter l'achat de 150 chars le 22 février 1917.

GUERRE DE 14 - 18 CHAR RENAULT FT



Date du projet :	1916 (essai en avril 1917).	Motorisation :	Renault à 4 cylindres essence de 4,48 l, Carburateur Zénith sous pression, Allumage par magnéto
Concepteurs :	Louis Renault - général J.B. Estienne.		Graissage mécanique par pompe à huile, 35-40 ch. (situé à l'arrière), 3 vitesses avant, 1 vitesse arrière.
Firme :	Renault (Boulogne-Billancourt).	Vitesse :	7,5 km/h
1ère utilisation :	31 mai 1918 dans la forêt de Retz.	Réservoir :	96 l.
Retiré du service :	1940.	Consommation :	350 l./100 km.
Production :	3 800 environ (dont 1/3 avec canon) ; 3 200 livrés à l'armistice en 1918.	Autonomie :	35 km - 8 h.
Longueur :	4,10 m. avec queue de franchissement : 5 m.	Armement :	Char mâle : 1 canon de 37 mm SA 18 (240 projectiles) ; Char femelle : 1 mitrailleuse Hotchkiss 8 mm (4 800 coups).
Largeur :	1,74 m.	Equipage :	1 chef de char-tireur et 1 mécanicien-conducteur.
Hauteur :	2,13 m.		
Franchissement :	max. 1,80 m.		
Blindage :	de 6 mm (parois verticales) à 20 mm.		
Poids au combat :	7,4 t.		

En avril 1917, le nouveau commandant en chef Robert Nivelle exige l'engagement de l'« *artillerie spéciale* », en appui de la 5^e armée française près de Berry-au-Bac, le 16 avril, en dépit de l'opposition d'Estienne qui considère que l'action est prématurée. L'attaque est en effet un échec, avec de nombreuses pertes chez les équipages de chars : ce premier engagement malheureux peut avoir pour conséquence de provoquer la dissolution de l'« *artillerie spéciale* », mais le remplacement de Nivelle par Pétain sauve l'œuvre d'Estienne.



L'avenir de l'« *artillerie spéciale* » est désormais assuré. Le matériel est commandé en masse, et de nombreux groupes d'artillerie spéciale, puis des régiments de chars légers, voient le jour. En juin 1917, l'industrie a reçu des ordres de fabrication pour 150 chars lourds FCM 2C, 600 chars moyens et pas moins de 3 500 chars légers FT. Vont être créés, pendant la guerre, dix-sept groupes de Schneider CA1 et douze de Saint-Chamond, tous à quinze chars, et trois régiments de chars légers, dont l'action se révèle déterminante dans la victoire des forces alliées. Estienne côtoie au cours de l'année 1917 le jeune militaire américain George Patton, partageant avec lui des discussions techniques et stratégiques sur les chars. Le 2 août 1918, Estienne est fait commandeur de la Légion d'honneur, avec la citation suivante de la main de Buat : « *Officier général d'une intelligence et d'une valeur exceptionnelle, qui par la justesse et la fécondité de ses idées, l'entrain et la foi avec lesquels il a su les défendre et les faire triompher, a rendu les plus éminents services à la cause commune.* »

Estienne est élevé au rang de général de division le 23 décembre 1918. Il devient, en 1919, commandant supérieur du groupe fortifié des Alpes-Maritimes et commandant de la subdivision de Nice.

Son dernier poste d'activité est celui d'inspecteur des chars de combat. Il reste ainsi à la tête de l'« *artillerie spéciale* », devenue la « *subdivision des chars de combat* » lorsqu'elle est rattachée à l'infanterie en 1920. Admis à la retraite le 7 novembre 1922, il prend cependant la tête de la direction générale des études de chars, qui vient d'être créée. Il tient deux conférences successives, l'une devant le Conservatoire national des arts et métiers, le 15 février 1920, puis à Bruxelles devant le roi Albert 1^{er}, où il développe une vision de l'avenir des chars, assez prophétique : « *Imaginez, Messieurs, au formidable avantage stratégique et tactique que prendraient sur les lourdes armées du plus récent passé, 100 000 hommes capables de couvrir 80 kilomètres en une seule nuit avec armes et bagages dans une direction et à tout moment. Il suffirait pour cela de 8 000 camions ou tracteurs automobiles et de 4 000 chars à chenilles et montés par une troupe de choc de 20 000 hommes.* » Ces idées prophétiques sur le rôle du char dans la guerre moderne relayées d'ailleurs par le colonel Charles de Gaulle n'ont pas été pleinement entendues en France alors qu'elles ont été reprises et mises en œuvre par l'Allemagne dont les *Panzerdivision* vont signer la défaite française de 1940.

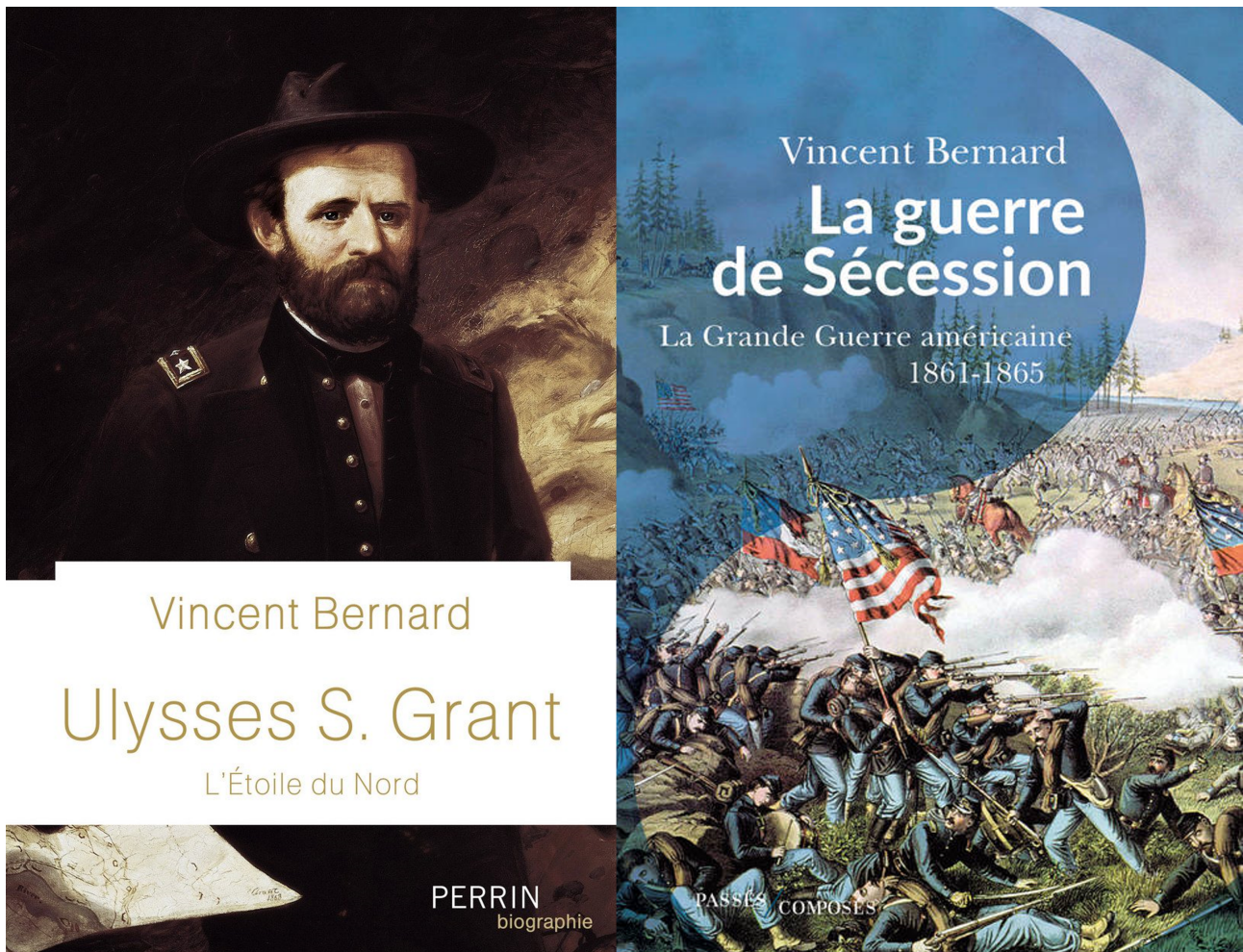
—

[LIRE SUR TB : 5 mai 1917 - le général Estienne engage les premiers chars dans un combat, à Laffaux \(Aisne\)](#)

7 novembre 1861 : bataille de Belmont (guerre de Sécession).

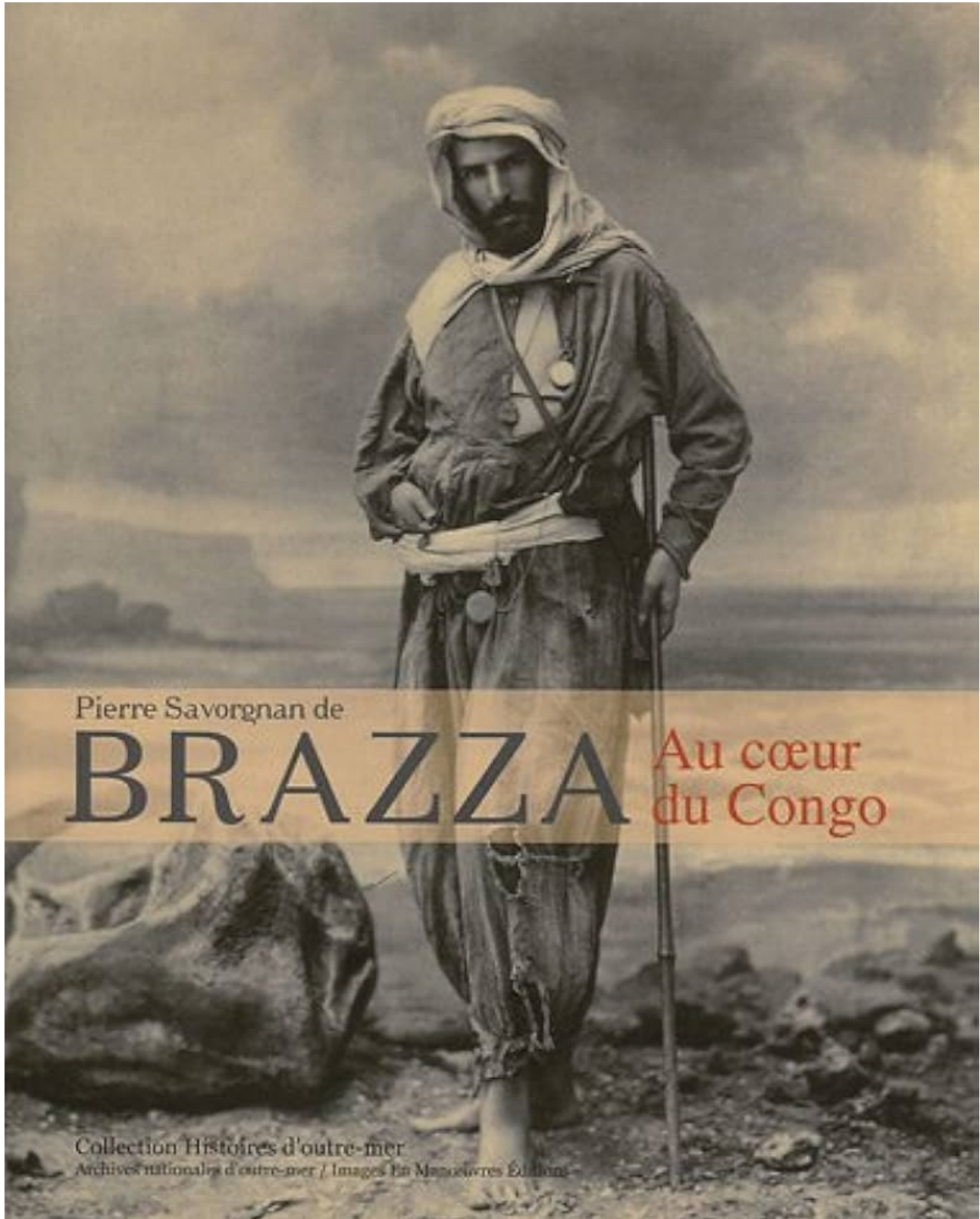
La bataille de Belmont s'est déroulée le 7 novembre 1861 dans le comté du Mississippi, Missouri. C'est la première épreuve de combat lors de la guerre de Sécession pour le brigadier général Ulysses S. Grant, le futur général en chef de l'armée de l'Union et finalement président des États-Unis ; les troupes de Grant dans cette bataille sont le « *noyau* » de l'armée du Tennessee de l'Union.

Le 6 novembre 1861, Grant se déplace par bateau fluvial de Cairo, Illinois, pour attaquer le petit avant-poste confédéré près de Belmont, Missouri derrière le fleuve Mississippi à partir de la place forte de Columbus, Kentucky. Il débarque des hommes du côté du Missouri et marche sur Belmont. Les troupes de Grant submergent le camp confédéré pris par surprise et le détruisent. Néanmoins, les forces confédérées éparpillées se réorganisent rapidement et sont renforcées à partir de Columbus. Elles contre-attaquent alors, soutenues par un tir soutenu d'artillerie de l'autre rive du fleuve. Grant retraite vers ses bateaux fluviaux et ramène ses hommes à Paducah, Kentucky. La bataille est relativement sans importance, mais comme la situation est calme partout ailleurs à ce moment, elle reçoit une attention considérable de la presse.



7 novembre 1880 : Brazza rencontre Stanley (rive du Congo).

L'enseigne de vaisseau Savorgnan de Brazza et l'explorateur anglais Stanley (à la solde du roi des Belges) se rencontrent sur la rive droite du fleuve Congo. Brazza y a fondé depuis plusieurs semaines, Ncouna, la future Brazzaville. Stanley se rabat sur l'autre rive où il fonde un an plus tard et juste en face, Léopoldville, la future Kinshasa.



7 novembre 1900 : bataille de Leliefontein (seconde guerre des Boers).

La bataille de Leliefontein (également connue sous le nom de bataille de Witkloof) fut un affrontement qui se tint entre les forces canadiennes et boers durant la deuxième Guerre des Boers le 7 novembre 1900, à proximité de la rivière Komati à 30 kilomètres au sud de Belfast, à proximité de l'actuel barrage de Maguga.

Ce fut à l'occasion d'un retrait britannique des rives de la rivière Komati que les Canadiens du *Royal Canadian Dragoons* et du *First Canadian Mounted Rifles* eurent pour tâche de couvrir cette retraite des forces britanniques sous les ordres du Général-Major Horace Smith-Dorrien. Les *Royal Canadian Dragoons* sauvèrent deux canons canadiens pendant la bataille. Trois dragons, le Sergent Edward James Gibson Holland, le Lieutenant Richard Ernest William Turner et le Lieutenant Hampden Zane Churchill Cockburn, reçurent la *Croix de Victoria* pour leurs faits d'armes.

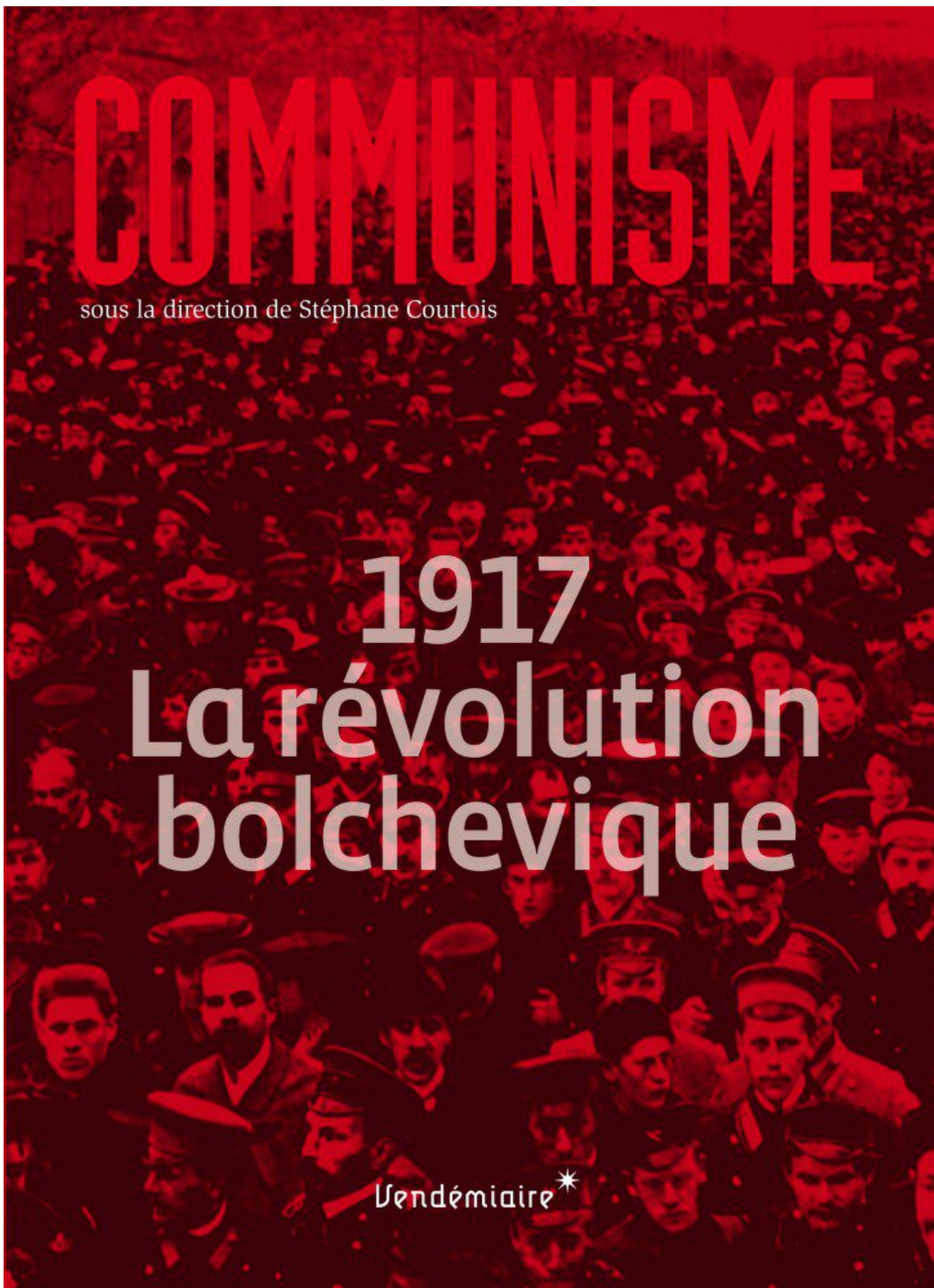
7 novembre 1914 : le sergent André Maginot est décoré de la Médaille militaire (Verdun).

[View Fullscreen](#)
[Aller au contenu PDF](#)

7 novembre 1917 : révolution d'Octobre (Russie).

La révolution d'Octobre, aussi connue sous le nom de révolution bolchevique, parfois sous le nom d'octobre rouge, est la deuxième phase de la révolution russe de 1917, après celle survenue en février.

Elle a lieu, selon le calendrier julien, dans la nuit du 25 octobre 1917 (7 novembre dans le calendrier grégorien).



La révolution d'Octobre a été favorisée par l'échec des gouvernements issus de la révolution de février face à la situation désastreuse de la Russie dans la Première Guerre mondiale : défaites militaires, usines peu productives, réseau ferroviaire inefficace, crise des obus de 1915. Au moment de l'entrée en guerre en 1914, tous les partis politiques ont été favorables à la participation de la Russie à la guerre contre l'Allemagne, à l'exception de la branche bolchevique, dirigée

par Lénine, du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Mais à cette époque, on n'imagine pas les désastres que va subir la Russie, pays relativement peu développé sur le plan industriel.

Or, après la révolution de février, alors que tout part à vau-l'eau, le gouvernement provisoire fait le choix de poursuivre la guerre aux côtés des alliés de la Russie, la France et la Grande-Bretagne. Cela empêche la mise en œuvre de grandes réformes et rend rapidement le gouvernement très impopulaire. L'armée russe connaît simultanément une vague de désertions qu'elle est incapable d'empêcher.

Le programme bolchevique d'avril 1917, résumé par les slogans « *la paix, le pain et la terre* » et « *tout le pouvoir aux soviets* », correspond mieux aux souhaits de la population et notamment des soldats mobilisés. La popularité du parti bolchevique, dont la propagande est intense, augmente et les bolcheviks sont de plus en plus nombreux dans soviets, notamment ceux de Moscou et de Petrograd.

Après une période de répression (juillet-août), où Lénine est obligé de fuir en Finlande, la situation militaire empirant et le gouvernement étant menacé par des généraux contre-révolutionnaires (Kornilov), les bolcheviks peuvent se réinstaller à Petrograd.

Le 25 octobre 1917 (7 novembre dans le calendrier grégorien), Lénine et Trotski lancent leurs partisans dans un soulèvement armé contre le gouvernement provisoire, alors dirigé par le socialiste Kerensky. Ils prennent le contrôle de Petrograd sans se voir opposer de résistance sérieuse.

Le lendemain, Trotski annonce la dissolution du gouvernement provisoire lors de l'ouverture du Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et paysans, qui compte 649 délégués, dont 390 bolcheviks. Les représentants des soviets de tout le pays approuvent l'insurrection. Le congrès adopte les décrets transférant tous les pouvoirs aux soviets ainsi que les décrets sur la terre, sur la paix (qui prévoit une demande immédiate de négociations de paix avec les Allemands), sur les nationalités et sur le contrôle ouvrier dans les usines.

Au lendemain de la révolution d'Octobre, la Russie devient le premier pays socialiste (au sens marxiste) de l'Histoire.



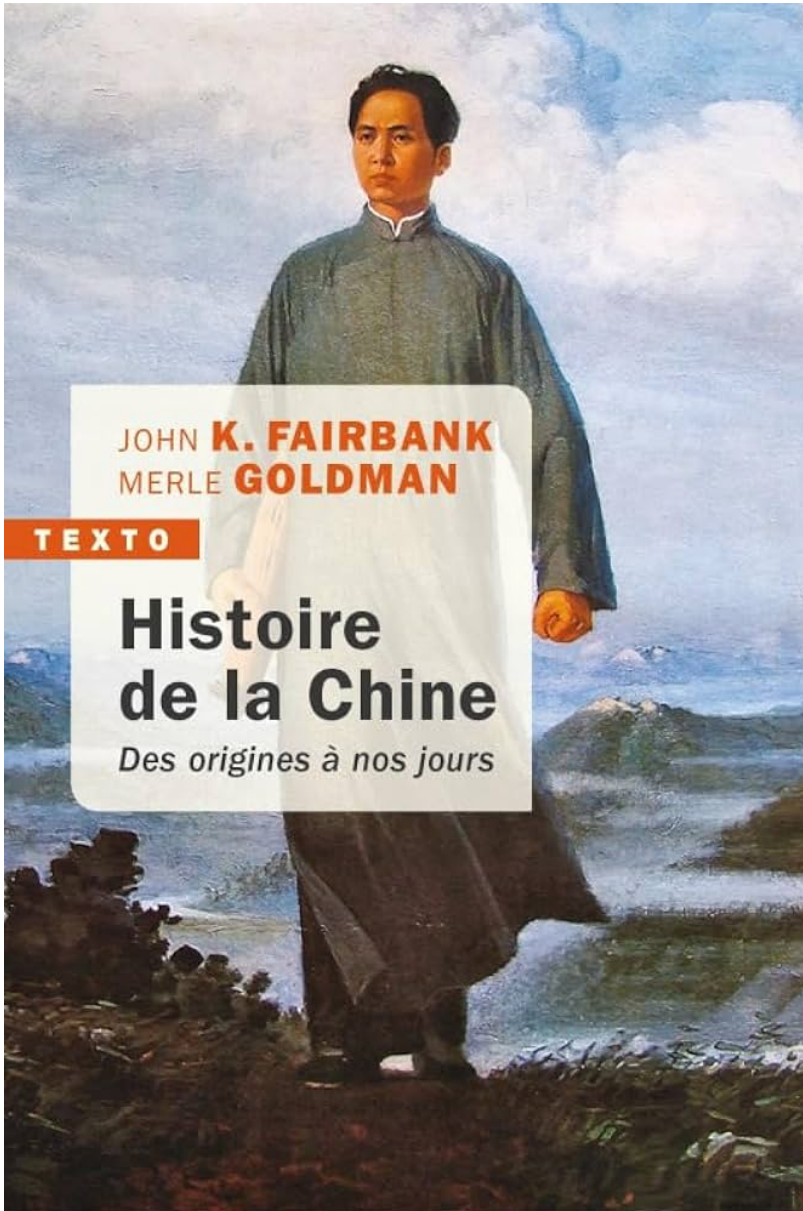
7 novembre 1929 : mort à 36 ans du soldat canadien John Francis Young.



John Francis Young (né le 14 janvier 1893 et mort le 7 novembre 1929) est un soldat canadien récipiendaire de la croix de Victoria, la plus haute récompense des forces armées du Commonwealth. Celle-ci est remise pour un acte de bravoure face à l'ennemi. Le soldat Young fut l'un des sept Canadiens à la recevoir pour leurs actions le même jour, le 2 septembre 1918, sur la ligne Drocourt-Quéant près d'Arras en France alors qu'il servait au sein du 87th *Battalion*, CEF lors de la Première Guerre mondiale.

7 novembre 1931 : fondation de la République soviétique chinoise.

Le 7 novembre 1931, à Ruijin, les petites bases de guérilla communistes sont regroupées par Mao Zedong pour créer la République soviétique chinoise. Les communistes profitent pour cela du retrait des troupes de Tchang Kai-chek, qui partent au nord du pays affronter les envahisseurs japonais.



Jung Chang et Jon Halliday expliquent que cet État, composé de plusieurs régions « rouges » éparpillées au cœur du pays, a pour base centrale celle d'où agit Mao Zedong (Jiangxi et Fujian « rouges »), qui couvre quelque 50 000 km² pour 3,5 millions d'habitants.

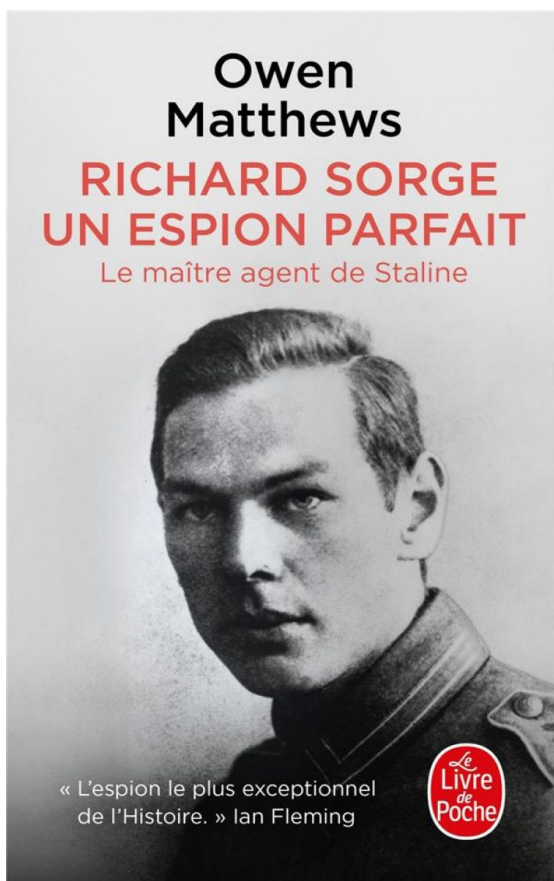
Le centre du PCC se déplace de Shanghai à Ruijin, et avec lui Zhou Enlai, qui vient prendre ses fonctions de chef du Parti en décembre 1931. Zhou Enlai organise l'État sur le modèle soviétique.

Le Soviet du Jiangxi est anéanti le 15 octobre 1934, quand les troupes nationalistes de Tchang Kaï-chek bloquent Ruijin. Les communistes prennent la fuite et entament la Longue Marche, trouvant finalement refuge dans leur base du Shaanxi.

Jung Chang et Jon Halliday estiment qu'à son apogée, la République soviétique chinoise a couvert quelque 150 000 km² pour une population de dix millions d'habitants.

La République soviétique chinoise a continué d'exister officiellement jusqu'en 1937 dans les territoires demeurés sous le contrôle communiste. Dans le contexte du deuxième front uni, et alors que la Seconde Guerre sino-japonaise a déjà commencé, le PCC émet le 22 septembre 1937 un manifeste proclamant de manière formelle l'unité avec le *Kuomintang* et la dissolution officielle de la République soviétique chinoise. Dans les faits, le PCC continue cependant de contrôler une partie du territoire chinois jusqu'au terme de la guerre civile chinoise : en 1949, la proclamation officielle de la République populaire de Chine marque sa victoire finale.

7 novembre 1944 : exécution de l'espion Richard Sorge (Tokyo - Japon).



Il est l'un des plus célèbres espions. Né Russe, Sorge a grandi et travaillé en Allemagne où il lit et fait siens les écrits de Karl Marx après avoir combattu dans les rangs allemands jusqu'à sa blessure en 1916.

Après quelques allers et retours Berlin-Moscou, il devient agent du NKVD et fournit beaucoup de renseignements aux Soviétiques. Agent double, il travaille pour l'*Abwehr* à l'ambassade allemande de Tokyo où il découvre la date d'exécution du plan *Barbarossa* (invasion de l'URSS

par l'Allemagne - 22 juin 1941) qu'il transmet à Moscou. Staline refusant d'y croire, le bénéfice de ce renseignement a été perdu.

Arrêté le 18 octobre par les Japonais, il est pendu après que Staline ait refusé de l'échanger. Il a cependant été fait *Héros de l'Union soviétique* en 1964.

7 novembre 1950 : premier combat aérien d'avions à réaction (Corée).

Pour la première fois dans l'histoire de l'aviation, deux avions à réaction s'affrontent : un F86 « *Sabre* » américain abat un MiG 15 chinois au-dessus de Sinuiju.



7 novembre 1956 : fin de la crise du canal de Suez.